



L'infrastructure de gaz renouvelable

Offre une voie sûre vers
la décarbonisation

energir

 SoCalGas

 GRDF
GAZ RÉSEAU
DISTRIBUTION FRANCE

 GRTgaz



Énergir, SoCalGas, GRTgaz et GRDF, acteurs clés des infrastructures gazières, partagent leur vision pour accélérer le déploiement des gaz renouvelables.

La mise à profit de l'infrastructure et de l'expertise existantes des distributeurs gaziers contribuera à offrir la voie la plus abordable et la plus résiliente vers la carboneutralité.

Depuis l'Accord de Paris de 2015, les gouvernements, les scientifiques et le secteur privé convergent sur les outils dont le monde a besoin pour atteindre la neutralité carbone d'ici le milieu du siècle. En même temps, les événements géopolitiques ont fait de la sécurité de l'approvisionnement énergétique national une priorité urgente. De nouvelles recherches et la collaboration entre les chercheurs et les entreprises du secteur de l'énergie du monde entier, ainsi que des réussites dans le développement opérationnel des gaz renouvelables (énergie produite à partir de sources renouvelables) dans de nombreux pays, donnent aux décideurs une meilleure idée de la façon dont la décarbonisation et la sécurité énergétique sont à notre portée.

Les gaz renouvelables devraient représenter près de la moitié de la consommation énergétique nette zéro d'ici 2050*

Des scientifiques et des organismes de réglementation, des villes du monde entier ainsi que des organismes internationaux, ont reconnu la nécessité d'un vaste ensemble d'outils pour atteindre l'objectif de zéro émission nette de gaz à effet de serre dans tous les secteurs de l'économie. Pour atteindre ces objectifs d'ici le milieu du siècle, les économies mondiales devront accroître rapidement l'approvisionnement en énergie afin qu'elles puissent produire et transporter des gaz renouvelables à faible coût et d'une manière sûre et fiable.

Oui, il y aura plus d'électricité renouvelable et décarbonée. Mais on accorde beaucoup plus d'attention ces jours-ci aux gaz renouvelables et à plus faibles émissions (comme le biométhane produit par la décomposition des déchets organiques) et l'hydrogène vert (l'hydrogène produit par électrolyse à partir d'une source renouvelable). Il sera nécessaire de mettre à disposition de l'énergie renouvelable 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, 365 jours par année, et d'approvisionner des industries qui ne peuvent pas être électrifiées. Par exemple, la Commission européenne a fixé un objectif de 35 milliards de mètres cubes en production annuelle de biométhane et de 20 millions de tonnes en consommation d'hydrogène renouvelable et à faible teneur en carbone, d'ici 2030 dans le cadre de son plan « REPowerEU ».

Ne vous y trompez pas : la transition énergétique exige une infrastructure fiable, souple et résiliente, ainsi que la capacité de tirer parti de notre infrastructure et de notre savoir-faire en matière d'énergie et de les réutiliser pour que nos systèmes actuels fonctionnent de façon harmonieuse avec les nouvelles technologies. Elle exige une main-d'œuvre qualifiée, ainsi qu'une collaboration et une planification entre les gouvernements, les résidents, les groupes environnementaux, les entreprises et les principaux secteurs de notre économie, comme les fabricants, les producteurs d'électricité et les fournisseurs de transport.

Il est essentiel de tirer parti de la taille et de l'échelle de l'infrastructure, de l'expertise et de la filière existante pour accélérer la transition vers un système énergétique décarboné.

*Selon une analyse de Coalition pour l'hydrogène vert, de l'International Panel on Climate Change (IPCC) et de l'Agence internationale de l'énergie (AIE).
<https://www.ghcoalition.org/guidebook>

Aujourd'hui, de nombreux projets partout dans le monde démontrent que l'infrastructure de gaz naturel existante – et la main-d'œuvre qualifiée qui la construit, l'exploite et l'entretient – peut également fournir en toute sécurité des molécules plus propres comme le gaz renouvelable ou l'hydrogène renouvelable.

Qu'il s'agisse des dirigeants de nos pays ou des décideurs locaux qui s'inquiètent de la meilleure façon d'équilibrer nos besoins en matière de sécurité de l'approvisionnement énergétique et de décarbonisation, les conséquences sont claires :

Il faudra des investissements continus dans l'infrastructure énergétique et dans nos travailleurs du secteur de l'énergie, ainsi qu'une planification intégrée pour offrir la voie la plus abordable, la plus résiliente et la plus éprouvée sur le plan technologique vers la carboneutralité totale.

En l'absence d'options diversifiées de décarbonisation, toute voie unilatérale risque de nous faire rater nos objectifs de décarbonisation du milieu du siècle, de compromettre la fiabilité énergétique et d'exposer des millions de consommateurs d'énergie à des coûts de services publics élevés et imprévisibles.

À long terme, tirer parti de nos systèmes d'infrastructure existants et de nos décennies d'expertise peut faciliter la transition vers un système énergétique décarboné d'ici le milieu du siècle et la rendre plus abordable pour nos clients, plutôt que de repartir à zéro.

En Europe, par exemple, plus d'une douzaine d'entreprises travaillant ensemble dans le cadre de l'Hydrogen Backbone Initiative ont démontré que 70 % de l'infrastructure nécessaire pour transporter de l'hydrogène vert et renouvelable vers les plaques tournantes de l'Union européenne pourrait être développée en réorientant l'infrastructure existante.

Selon l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), la France a démontré un potentiel de 100 % de gaz renouvelables en 2050 et peut atteindre au moins 20 % de consommation de gaz dès 2030.

Aux États-Unis, le gouvernement fédéral a mis en œuvre des incitatifs pour l'hydrogène et les piles à combustible propres afin de réduire les coûts de production et d'accélérer l'adoption de ces carburants propres. Le gouvernement fédéral investit également des milliards de dollars pour développer des centres régionaux de gestion de l'hydrogène et du carbone partout au pays.

L'an dernier, les organismes de réglementation ont fait de la Californie le premier état du pays à adopter une norme sur le gaz renouvelable, qui exige que les services publics remplacent au moins 12 % du gaz traditionnel qu'ils livrent à leurs principaux clients par du gaz renouvelable d'ici 2030.

La coopération est essentielle

La collaboration entre Énergir, SoCalGas, GRTgaz et GRDF s'est amorcée en 2018 dans le but commun de développer et de faire progresser des solutions aux changements climatiques tout en fournissant à nos 34 millions de clients combinés une énergie fiable et abordable. Depuis, nous avons fait d'énormes progrès vers un avenir plus sûr et avec moins de carbone.

Par exemple, SoCalGas participe à plus d'une vingtaine d'initiatives de recherche et de développement axées sur les combustibles propres et la gestion du carbone. Ayant fixé un objectif d'émissions nettes zéro d'ici 2045, l'entreprise a également proposé Angeles Link, le plus grand système d'infrastructure d'énergie propre et renouvelable à base d'hydrogène en Amérique du Nord. Ce système pourrait fournir une quantité d'hydrogène propre et renouvelable équivalant à 25 % du gaz qu'elle livre aujourd'hui, remplacer quatre centrales au gaz naturel de même que plus de 3,7 milliards de litres de carburant diesel par année (le remplacement de carburant pourrait également procurer des avantages dont les collectivités locales ont grand besoin en matière de qualité de l'air).

Potentiel de
remplacer plus
de 3,7 milliards
de litres de
carburant diesel

En France, GRDF et GRTgaz ont soutenu le développement d'une production à grande échelle de biométhane, un gaz renouvelable à décomposition organique. Aujourd'hui, plus de 500 usines de biométhane produisent 10 TWh par année, ce qui équivaut à chauffer plus de 2 millions de maisons. En plus de ce développement dans les territoires français, GRDF poursuit ses activités de recherche et de développement et de tests sur d'autres carburants propres, tels que le méthane synthétique et l'hydrogène. Avec le Research & Innovation Center for Energy (RICE), GRTgaz dispose d'un centre de recherche de référence en Europe pour l'injection, la gestion et la conversion des infrastructures vers les gaz renouvelables. Dans le même temps, de plus en plus de fabricants européens manifestent leur intérêt pour la possibilité d'avoir une infrastructure partagée pour le transport de l'hydrogène et du dioxyde de carbone afin de décarboniser leur processus. D'ici 2030, sept cents kilomètres de pipelines d'hydrogène pourraient être en service en France.

Québec a établi des
objectifs de livraison
de 10 % de gaz naturel
renouvelable (GNR) aux
clients d'Énergir
en 2030.

Au Québec, le gouvernement du Québec a établi des objectifs de livraison de 10 % de gaz naturel renouvelable (GNR) aux clients d'Énergir en 2030. Afin d'atteindre ces objectifs, plus de 280 millions de dollars canadiens sont mis à la disposition des producteurs de GNR pour l'élaboration de leurs projets. Actuellement, cinq projets produisent du GNR au Québec et contribuent directement à l'atteinte des cibles du gouvernement du Québec.

Récemment, Énergir a annoncé un partenariat avec Nature Energy du Danemark pour construire jusqu'à 10 projets qui pourraient produire jusqu'à 200 Mm³ de GNR et représenter un investissement pouvant aller jusqu'à 1 milliard de dollars canadiens. Énergir teste aussi actuellement la capacité de son système de gaz à recevoir de l'hydrogène et s'assure qu'il peut toujours être exploité de façon sécuritaire et fiable.

Enfin, et ce n'est pas le moindre, l'offre en biénergie d'Énergir et d'Hydro-Québec est un exemple d'effort concerté visant à tirer parti à la fois des infrastructures électriques et gazières pour réduire considérablement les GES tout en maintenant des coûts d'énergie plus bas pour les clients.

Au cours des dernières années, nous avons appris que, dans la poursuite de nos deux objectifs, soit la sécurité énergétique et la décarbonation, l'accent sera de nouveau mis sur le développement des énergies renouvelables au pays et à l'échelle locale, qui est moins vulnérable aux chocs d'approvisionnement régionaux et internationaux. Nos systèmes d'infrastructure existants et les travailleurs qualifiés qui construisent et entretiennent ces systèmes aujourd'hui peuvent aider à accélérer cette transition et à la rendre plus fiable et abordable pour les familles et les entreprises. Grâce à une collaboration continue, nous pouvons faire progresser les technologies et les politiques à l'intérieur des frontières et au-delà de celles-ci afin d'assurer un avenir énergétique plus sûr et plus propre.



A propos de GRDF

Principal gestionnaire de réseau de distribution de gaz en France, GRDF distribue, chaque jour, le gaz à plus de 11 millions de clients pour se chauffer, cuisiner, se déplacer, quel que soit leur fournisseur. Pour cela, conformément à ses missions de service public, GRDF conçoit, construit, exploite, entretient le plus grand réseau de distribution d'Europe (205 809 km) dans plus de 9 500 communes, en garantissant la sécurité des personnes et des biens et la qualité de la distribution.

Le gaz est une énergie moderne, disponible, économique, de plus en plus respectueuse de l'environnement. Avec l'essor du gaz vert, un gaz renouvelable produit localement, le réseau gaz est un maillon essentiel à la transition écologique. GRDF s'inscrit comme un partenaire incontournable auprès des collectivités territoriales pour les accompagner vers la neutralité carbone au travers de leurs choix de politiques énergétiques et de mobilité durable.



A propos de GRTgaz

GRTgaz est le 2ème transporteur européen de gaz, fort de 32 618 km de canalisations et 640 TWh de gaz transporté. L'entreprise compte 3 330 salariés et a réalisé près de 2,1 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2022. GRTgaz s'est dotée d'une [raison d'être](#) « Ensemble rendre possible un avenir énergétique sûr, abordable et neutre pour le climat ». Entreprise innovante en pleine transformation pour adapter son réseau aux défis écologiques et numériques, GRTgaz est engagée en faveur d'un mix gazier français 100% neutre en carbone en 2050. Elle soutient les filières d'hydrogène et de gaz renouvelables (biométhane et gaz issus des déchets solides et liquides). GRTgaz assure des missions de service public pour garantir la sécurité d'acheminement auprès de ses 879 clients (expéditeurs, distributeurs, industriels, centrales et producteurs de biométhane). Avec ses filiales [Elengy](#), leader des terminaux méthaniers en Europe, et [GRTgaz Deutschland](#), opérateur du réseau de transport allemand MEGAL, GRTgaz joue un rôle clé sur la scène européenne. L'entreprise exporte ses savoir-faire à l'international, notamment des prestations développées par son centre de recherches [RICE](#) [[grtgaz.com](https://www.grtgaz.com/)]. Retrouvez-nous sur : <https://www.grtgaz.com/>, [Twitter](#), [LinkedIn](#), [Instagram](#) et [Facebook](#).

Énergir en bref (Énergir, s.e.c.)

Comptant plus de 9 milliards \$ d'actifs, Énergir, s.e.c. est une entreprise diversifiée du secteur énergétique dont la mission est de répondre de manière de plus en plus durable aux besoins énergétiques de ses quelque 540 000 clients et des communautés qu'elle dessert au Québec et au Vermont. Principale entreprise de distribution de gaz naturel au Québec, Énergir, s.e.c. y produit également, par le biais de coentreprises, de l'électricité à partir d'énergie éolienne. Par le biais de filiales et d'autres placements, l'entreprise est présente aux États-Unis où elle produit de l'électricité de sources hydraulique, éolienne et solaire, en plus d'être le principal distributeur d'électricité et le seul distributeur de gaz naturel de l'État du Vermont. Énergir, s.e.c. valorise l'efficacité énergétique, investit et poursuit son implication dans des projets énergétiques novateurs tels que le gaz naturel renouvelable et le gaz naturel liquéfié et comprimé. Par le biais de ses filiales, elle offre également une variété de services énergétiques. Énergir, s.e.c. souhaite devenir le partenaire recherché et apprécié par tous ceux et celles qui aspirent à un avenir énergétique meilleur.



About SoCalGas

Headquartered in Los Angeles, [SoCalGas®](#) is the largest gas distribution utility in the United States. SoCalGas delivers affordable, reliable, and increasingly renewable gas service to more than 21 million consumers across [24,000 square miles](#) of Central and Southern California. Gas delivered through the company's pipelines will continue to play a key role in California's clean energy transition—providing electric grid reliability and supporting wind and solar energy deployment.

SoCalGas' mission is to build the [cleanest, safest and most innovative energy company in America](#). In support of that mission, SoCalGas aspires to achieve [net-zero greenhouse gas emissions](#) in its operations and delivery of energy by 2045 and to replacing 20 percent of its traditional natural gas supply to core customers with renewable natural gas (RNG) by 2030. Renewable natural gas is made from waste created by landfills and wastewater treatment plants. SoCalGas is also committed to investing in its gas delivery infrastructure while keeping bills affordable for customers. SoCalGas is a subsidiary of [Sempra](#) (NYSE: SRE), an energy services holding company based in San Diego. For more information visit [socalgas.com/newsroom](#) or connect with SoCalGas on [Twitter](#) (@SoCalGas), [Instagram](#) (@SoCalGas) and [Facebook](#).

This press release contains statements that constitute forward-looking statements within the meaning of the Private Securities Litigation Reform Act of 1995. Forward-looking statements are based on assumptions with respect to the future, involve risks and uncertainties, and are not guarantees. Future results may differ materially from those expressed or implied in any forward-looking statement. These forward-looking statements represent our estimates and assumptions only as of the date of this press release. We assume no obligation to update or revise any forward-looking statement as a result of new information, future events or other factors. In this press release, forward-looking statements can be identified by words such as “believes,” “expects,” “intends,” “anticipates,” “contemplates,” “plans,” “estimates,” “projects,” “forecasts,” “should,” “could,” “would,” “will,” “confident,” “may,” “can,” “potential,” “possible,” “proposed,” “in process,” “construct,” “develop,” “opportunity,” “initiative,” “target,” “outlook,” “optimistic,” “maintain,” “continue,” “progress,” “advance,” “goal,” “aim,” “commit,” or similar expressions, or when we discuss our guidance, priorities, strategy, goals, vision, mission, opportunities, projections, intentions or expectations. Factors, among others, that could cause actual results and events to differ materially from those expressed or implied in any forward-looking statement include risks and uncertainties relating to: decisions, investigations, regulations, issuances or revocations of permits or other authorizations, renewals of franchises, and other actions by (i) the California Public Utilities Commission (CPUC), U.S. Department of Energy, and other governmental and regulatory bodies and (ii) the U.S. and states, counties, cities and other jurisdictions therein in which we do business; the success of business development efforts and construction projects, including risks in (i) completing construction projects or other transactions on schedule and budget, (ii) realizing anticipated benefits from any of these efforts if completed, and (iii) obtaining the consent or approval of partners or other third parties, including governmental and regulatory bodies; civil and criminal litigation, regulatory inquiries, investigations, arbitrations and other proceedings, including those related to the natural gas leak at the Aliso Canyon natural gas storage facility; changes to laws and regulations; cybersecurity threats, including by state and state-sponsored actors, by ransomware or other attacks on our systems or the systems of third-parties with which we conduct business, including to the energy grid or other energy infrastructure, all of which have become more pronounced due to recent geopolitical events, such as the war in Ukraine; failure of our counterparties to honor their contracts and commitments; our ability to borrow money on favorable terms or otherwise and meet our debt service obligations, including due to (i) actions by credit rating agencies to downgrade our credit ratings or place those ratings on negative outlook and (ii) rising interest rates and inflation; the impact on our cost of capital and the affordability of customer rates due to volatility in inflation, interest rates and commodity prices and our ability to effectively hedge these risks; the impact of energy and climate policies, laws, rules and disclosures, as well as related goals and actions of companies in our industry, including actions to reduce or eliminate reliance on natural gas, any deterioration of or increased uncertainty in the political or regulatory environment for California natural gas distribution companies and the risk of nonrecovery for stranded assets; the pace of the development and adoption of new technologies in the energy sector, including those designed to support governmental and private party energy and climate goals, and our ability to efficiently incorporate them into our business; weather, natural disasters, pandemics, accidents, equipment failures, explosions, acts of terrorism, information system outages or other events that disrupt our operations, damage our facilities or systems, cause the release of harmful materials, cause fires or subject us to liability for damages, fines and penalties, some of which may not be recoverable through regulatory mechanisms, may be disputed or not covered by insurers, or may impact our ability to obtain satisfactory levels of affordable insurance; the availability of natural gas and natural gas storage capacity, including disruptions caused by limitations on the withdrawal of natural gas from storage facilities; the impact of the COVID-19 pandemic on capital projects, regulatory approvals and the execution of our operations; changes in tax and trade policies, laws and regulations, including tariffs, revisions to international trade agreements and sanctions, such as those that have been imposed and that may be imposed in the future in connection with the war in Ukraine, which may increase our costs, reduce our competitiveness, impact our ability to do business with certain counterparties, or impair our ability to resolve trade disputes; and other uncertainties, some of which are difficult to predict and beyond our control. These risks and uncertainties are further discussed in the reports that the company has filed with the U.S. Securities and Exchange Commission (SEC). These reports are available through the EDGAR system free of charge on the SEC’s website, <http://www.sec.gov>, and on Sempra’s website, <http://www.sempra.com>. Investors should not rely unduly on any forward-looking statements. Sempra Infrastructure, Sempra Texas, Sempra Mexico, Sempra Texas Utilities, Oncor Electric Delivery Company LLC (Oncor) and Infraestructura Energética Nova, S.A.P.I. de C.V. (IEnova) are not the same companies as the California utilities, San Diego Gas & Electric Company or Southern California Gas Company, and Sempra Infrastructure, Sempra Texas, Sempra Mexico, Sempra Texas Utilities, Oncor and IEnova are not regulated by the CPUC